

Zeitschrift:	Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber:	Organisation des Suisses de l'étranger
Band:	26 (1999)
Heft:	4-5
Artikel:	Les thèmes des élections fédérales 1999. Sixième partie, La politique de sécurité : elargissement controversé des tâches de l'armée
Autor:	Ballanti, Dario
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-912683

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

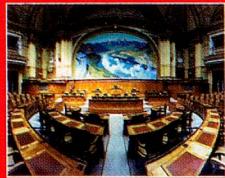
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Les thèmes des élections fédérales 1999 (VI): la politique de sécurité

Elargissement controversé

La défense nationale est un des domaines les plus controversés de la politique intérieure suisse. Les partis de gauche veulent réduire les dépenses militaires, tandis que la droite critique l'engagement de soldats suisses à l'étranger et met l'accent sur la sécurité intérieure.

Les questions liées à l'engagement de l'armée pour des missions de paix à l'étranger, pour l'assistance aux réfugiés ou la protection d'ambassades et de consulats, de même qu'une initiative populaire exigeant la réduction de

Dario Ballanti

moitié des dépenses militaires sont les questions les plus controversées dans le domaine de la politique de sécurité.

Par sa proposition de réduire de moitié les dépenses militaires, la gauche souligne son attitude critique à l'égard de l'armée. Elle rejette en particulier l'engagement de soldats pour des tâches d'assistance aux réfugiés. Pour leur part, les partis de droite mettent l'accent sur la sécurité intérieure et s'opposent au projet d'autoriser des soldats suisses armés à l'étranger dans le cadre des missions de paix. Entre ces deux pôles, les partis du centre soutiennent dans ses grandes lignes la politique de sécurité du Conseil fédéral: oui aux engagements à l'étranger et oui également – en majorité – à un armement permettant aux soldats d'assurer leur auto-défense.

La sécurité par la coopération

La présentation du rapport de politique de sécurité 2000 du Conseil fédéral a mis en évidence une fois de plus la polarisation du débat au parlement en matière de défense: Berne a opté pour une stratégie qui consiste à assurer la sécurité par la coopération. Tout en appliquant le concept de neutralité active, la Suisse s'ouvre à la coopération internationale pour prévenir les risques nouveaux en matière de sécurité.

A quelques exceptions près (comme par exemple la protection de l'ambassade de Suisse à Alger), la loi militaire fédérale interdit la présence de soldats suisses armés à l'étranger: un principe

confirmé il y a cinq ans par le non populaire au projet de création d'un contingent de casques bleus.

Missions de maintien de la paix

D'accord avec l'envoi de troupes suisses pour des missions de maintien de la paix dans les régions à risque et avec la stratégie de la sécurité par la coopération, le parti radical demande que soit modifiée la législation, afin de permettre aux militaires suisses d'assurer leur propre défense le cas échéant. La question de l'armement des soldats suisses à l'étranger est l'un des thèmes politiques les plus controversés. «Il faut un arrêté fédéral urgent qui permette d'armer les soldats suisses envoyés à l'étranger pour des missions de paix», explique le conseiller national Ernst Mühlmann, radical thurgovien.

Le parti libéral se situe sur la même ligne. Il juge nécessaire que la Suisse, tout en maintenant les structures actuelles de l'armée, s'adapte aux circonstances et augmente éventuellement le nombre de militaires professionnels.

«Notre isolement international pourrait nous poser des problèmes de sécurité.»

JACQUES-SIMON EGGLY, PLS

«Dommage que la loi nous empêche de prendre part à la force internationale de paix au Kosovo; cela n'enfreindrait nullement notre neutralité», commente le conseiller national Jacques-Simon Eggy, libéral genevois, qui est d'avis que «notre isolement international pourrait nous poser des problèmes de sécurité.»

Contre un engagement de l'armée à l'étranger

Pour sa part, l'Union démocratique du centre (UDC) se montre sceptique quant à l'engagement de l'armée suisse à l'étranger et elle réitère son opposition à l'armement des soldats suisses hors de nos frontières. «D'éventuelles missions à l'étranger sont du ressort du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe et de la Direction du développement et de la coopération», explique le conseiller national zurichois Ulrich Schlueter, démocrate du centre, précisant que «la politique étrangère dans les zones de conflit doit être de nature humanitaire et

«La politique étrangère doit être humanitaire et non armée.»

ULRICH SCHLUETER, UDC

non armée». Le parti rejette également le rapport sur la politique de sécurité, qu'Ulrich Schlueter qualifie de «tentative évidente de légitimer des activités de l'armée à l'étranger visées par le Conseil fédéral.» Le parti de la Liberté, ainsi que les Démocrates suisses et la Lega dei Ticinesi ont les mêmes opinions sur ces questions. Pour la droite, la sécurité intérieure est prioritaire.

«La sécurité intérieure dépend toujours davantage de ce qui se passe hors de nos frontières», affirme en revanche le conseiller national Josef Leu, démocrate-chrétien lucernois, qui fait état de divergences au sein de son parti sur la question de l'armement des soldats suisses à l'étranger. L'idée dominante est toutefois que les militaires ne portent d'armes que pour leur propre défense. Josef Leu se dit également favorable à l'engagement de l'armée pour

«Un service trop long occasionnerait des problèmes sur le plan professionnel.»

JOSEF LEU, PDC

des tâches de l'armée

assister les réfugiés en Suisse et pour renforcer «de manière ponctuelle, non généralisée et uniquement subsidiaire, les activités des gardes-frontières». Il critique en revanche la surveillance par l'armée d'ambassades étrangères en Suisse. «Notre armée est une armée de milice. Un service trop long occasionnerait des problèmes sur le plan professionnel», conclut-il.

Réduction des dépenses militaires

Bien que d'accord avec une plus forte participation de la Suisse aux missions de maintien de la paix, la gauche conserve une attitude critique à l'égard de l'armée. «Le rapport sur la politique de sécurité constitue une bonne analyse», constate l'écologiste bernois Ruedi Baumann, non sans souligner que «ce rapport est comme d'habitude par trop

centré sur la société militaire et non sur la société civile.»

La principale bataille du front rose-vert se mènera en faveur de l'initiative pour une réduction de moitié des dépenses militaires, qui devrait être examinée par le parlement lors de la session d'automne, avant même les élections fédérales. «Les dépenses militaires actuelles vont dans les domaines classiques de l'armée», explique le conseiller national bernois Peter Vollmer, socialiste. Et d'ajouter que «les moyens économisés grâce à la réduction de moitié des dépenses pourraient être utilisés pour la politique humanitaire». Ce credo est également celui du parti du travail.

Renforcement de la coopération internationale

Au début de la guerre au Kosovo, le parti socialiste était divisé. Sa présidente,

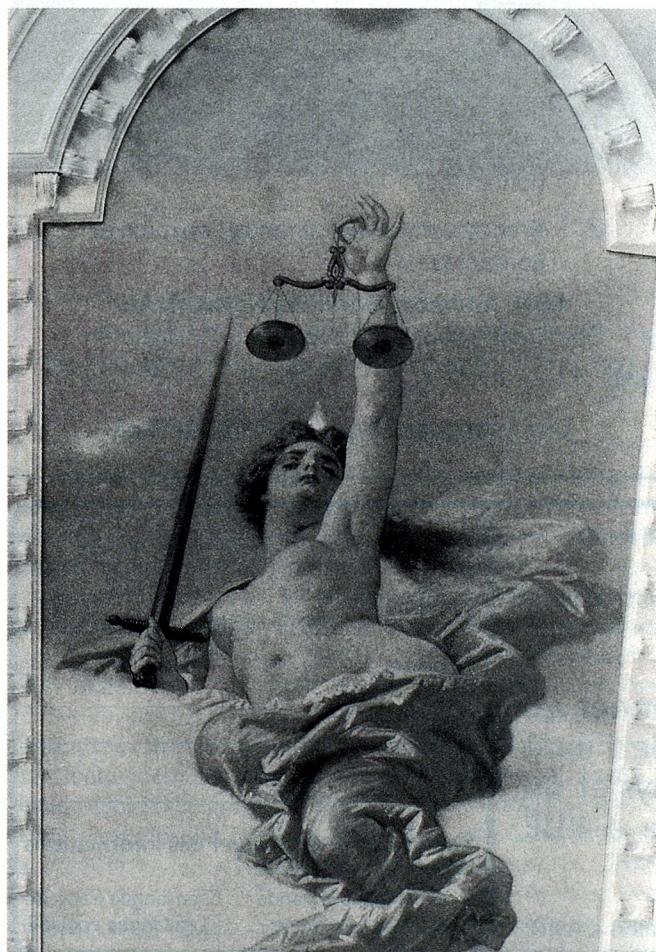
Ursula Koch, s'est prononcée en faveur d'une intervention terrestre des forces de l'OTAN au Kosovo, alors que d'autres représentants du parti, comme le conseiller national tessinois Franco Cavalli, ont clairement exprimé leur opposition non seulement à une invasion, mais également aux frappes aériennes.

Les socialistes sont certes favorables à une participation suisse aux missions de maintien de la paix à l'étranger, mais

«Les dépenses militaires actuelles vont dans les domaines classiques de l'armée.»

PETER VOLLMER, PSS

à deux conditions: la coopération internationale, autrement dit la mission de l'armée suisse à l'étranger, qui doit se faire sous l'égide de l'ONU ou de l'OSCE, doit bénéficier du soutien de la population et l'armement des soldats doit se limiter au nécessaire pour leur défense propre. Sur ce point précis toutefois, les avis ne sont pas unanimes au sein du parti. «Il est embarrassant de devoir confier sa défense à d'autres», relève Peter Vollmer en songeant aux bérrets jaunes suisses non armés dans le cadre de la mission de l'OSCE en Bosnie et dont la protection est assurée par des forces étrangères. Pour ce qui est de l'assistance aux réfugiés et de la surveillance des frontières par l'armée, Peter Vollmer souligne l'opposition de son parti: «on ne fait qu'attiser l'hystérie».



La politique de défense et de sécurité de la Suisse contribue-t-elle à davantage de justice?

Votations fédérales

12 mars 2000

Les objets n'ont pas encore été déterminés.

21 mai 2000

Les objets n'ont pas encore été déterminés.

24 septembre 2000

Les objets n'ont pas encore été déterminés.

26 novembre 2000

Les objets n'ont pas encore été déterminés.